



**PRÉFET
DE LA VENDÉE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de la coordination, du
pilotage, de l'appui territorial
et de l'environnement

Bureau de l'environnement

La Roche-sur-Yon, le 27 juin 2025

Dossier suivi par : Frédérique GOURMAUD

Tél. : 02.51.36.72.65

Mél : pref-icpe@vendee.gouv.fr

Références à rappeler : FG 2025/0178

Dossier n°2014/1369

Monsieur,

Par arrêté n°2025-DCPATE-94 du 21 mars 2025, je vous avais mis en demeure de réaliser et de me transmettre des analyses des trois campagnes d'analyses mensuelles sur les substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS) pour les installations que vous exploitez à FONTENAY-LE-COMTE.

En réponse, vous avez télédéclaré les analyses des 28 janvier, 20 février et 20 mars 2025.

Après analyse par l'inspecteur des installations classées, les documents transmis permettent de lever la mise en demeure prise par mon arrêté du 21 mars 2025.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Préfet,
Pour le préfet,
la secrétaire générale de la Préfecture
de la Vendée
Nadia SEGHIER

SARL ASSAINISSEMENT BODIN
12 rue Michel Dugast

85200 FONTENAY LE COMTE

Voies et délais de recours

Conformément à l'article L.171-11 du Code de l'environnement, cette décision peut être déférée au tribunal administratif de Nantes (6, allée de l'Île Gloriette - 44041 Nantes Cedex 01). Le délai de recours est de deux mois à partir de la date de la notification de la décision.

Pour le préfet,
le secrétaire général de la Préfecture
de la Vendée

Nadja SEGNIER